

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1993/NGO/34  
16 février 1993

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-neuvième session  
Point 17 de l'ordre du jour

ETAT DES PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Exposé écrit présenté par Human Rights Advocates,  
organisation non gouvernementale dotée du statut  
consultatif (catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[9 février 1993]

RATIFICATION PAR LES ETATS-UNIS DU PACTE INTERNATIONAL  
RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES

1. Il se peut qu'il y ait un additif au précieux rapport du Secrétaire général du 31 décembre 1992 relatif au point 17 de l'ordre du jour (E/CN.4/1993/69). A ce jour cependant, il semble opportun de noter que les Etats-Unis sont désormais partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et que le premier rapport des Etats-Unis au Comité des droits de l'homme devra être présenté en septembre cette année.
2. Le processus de ratification (auquel a été associé le Sénat des Etats-Unis) s'est étendu sur une période de 15 ans et la plupart des observateurs se sont bien sûr félicités de la "victoire" finale.
3. Au cours de la présente session de la Commission des droits de l'homme, il risque d'y avoir une confusion, et peut-être aussi une controverse, à propos de l'articulation par les Etats-Unis de cinq réserves, cinq clauses interprétatives, quatre déclarations et d'une "restriction". Ces diverses clauses ont un caractère exhaustif et intéressent peut-être aussi la résolution 1992/3 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.
4. Pour ce qui est des Pactes internationaux, la Commission a, au paragraphe 6 de sa résolution 1992/14, recommandé aux Etats parties "d'examiner périodiquement les réserves qu'ils auraient formulées ... pour déterminer si elles doivent être maintenues". Peut-être conviendrait-il que les Etats-Unis, maintenant que les questions relatives à l'approbation officielle du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ont été réglées à l'échelon national, fassent connaître à la Commission leurs vues actuelles, dans l'optique d'un Etat Membre des Nations Unies, sur le point de savoir si toute leur collection de réserves, clauses interprétatives et déclarations assorties d'une restriction, est conforme à l'objet et au but du Pacte. Certains observateurs laissent entendre que seul un avis consultatif de la Cour internationale de Justice pourrait valider les clauses prétendument incompatibles.

-----